

FEMMES

Ennemis intimes



La violence domestique se passe à l'abri des regards. (photos: mega)

Les autorités espéraient endiguer la violence domestique par l'expulsion du conjoint agressif. Mais l'effet dissuasif est moindre que prévu.

(AT) - La loi sur l'expulsion de leur domicile des auteurs de violences domestiques déçoit ses initiateurs et initiatrices. En termes strictement numériques, elle n'a pas eu l'effet escompté. En 2004, le nombre de femmes qui ont cherché refuge dans des centres d'accueil pour femmes battues a même augmenté de 8 % par rapport à 2003. Les foyers pour femmes battues ont ainsi accueilli 458 femmes et 500 enfants en 2004.

Pourtant, de nombreuses mesures d'expulsions du domicile ont été décidées par le parquet à l'encontre de conjoints violents: 154 des 253 interventions policières pour violence domestique ont abouti à une expulsion. Dans la plupart des cas, le mari ou petit ami de la victime devait provisoirement quitter le champ de bataille.

Coup d'arrêt

La loi sur l'expulsion des agresseurs, entrée en vigueur le 9 novembre 2003, n'est cependant pas considérée comme un échec par les associations d'aide aux victimes. Une responsable de "Femmes en détresse", Joëlle Schranck, voit ainsi dans l'expulsion une possibilité pour les femmes concernées de "dire stop". "L'expulsion met un coup d'arrêt à la mentalité patriarcale selon laquelle l'homme peut faire ce qu'il veut chez lui."

Les problèmes de violence domestique ne sont pas résolus par l'exclusion pendant dix jours de l'agresseur du domicile. "Les femmes se retrouvent souvent sous pression. Elles ont dix jours de trêve pour prendre une décision, alors que toute leur vie est bouleversée" raconte Marianne Bremer du Fraenhaus. Parfois, quand le conjoint violent vient rôder autour du domicile, la trêve est de courte durée. "Certaines femmes préfèrent venir dans le Fraenhaus: elles s'y sen-

tent davantage en sécurité qu'à leur domicile", rapporte Bremer.

Cela explique que les foyers pour femmes battues ne désespèrent pas. Il arrive même que les responsables du Fraenhaus à Luxembourg doivent évaluer ensemble avec des femmes battues si elles ne peuvent pas continuer à habiter pendant quelque temps encore avec leur conjoint. En attendant qu'une place se libère dans le foyer.

La loi de 2003 sur les violences domestiques a créé le Service d'assistance aux victimes de violence domestique, chargé de se mettre en relation avec les victimes dont le conjoint a été expulsé. Ce service, géré par "Femmes en détresse", compte quatre salariées. "On est confronté à beaucoup de femmes qui n'ont encore jamais parlé de la violence qu'elles subissent et qui sont très gênées et éprouvent un sentiment de culpabilité", résume Monique Blitgen, qui travaille depuis le début au Service d'assistance. "Mais l'électrochoc de l'expulsion du conjoint violent peut provoquer une prise de conscience." Les victimes se rendent compte que la situation qu'elles vivaient n'est pas normale et l'intervention de la police d'abord et de l'équipe du Service d'assistance ensuite, leur montre qu'elle n'est pas socialement tolérée.

Des problèmes semblent subsister au niveau de la mise en oeuvre de la loi. Monique Blitgen regrette par exemple que des policiers demandent parfois à la femme si elle souhaite l'expulsion de son conjoint, alors que la loi prévoit explicitement que la police ne doit pas solliciter l'accord de la victime. Ceci pour éviter de la culpabiliser. Chantal Ronkar de "Femmes en détresse" estime que le parquet pourrait prononcer plus souvent des mesures d'expulsion. "On est parfois étonné que dans certains cas de violence domestique

avéré le parquet ne juge pas utile de prononcer une expulsion du domicile."

La police a pourtant fait des efforts pour améliorer sa gestion des violences domestiques. Depuis l'entrée en application de la loi de 2003, les recrues de l'école de Police suivent un séminaire de 12 heures sur les violences domestiques. La loi sur les expulsions a peu à peu convaincu le corps de police de ses avantages. "Au début, beaucoup de monde à la police et au parquet était sceptique" rappelle Marc Stein, psychologue de la police grand-ducale. "Mais ces réticences ont été surmontées et l'expulsion est à présent vue comme un outil policier efficace."

Les acteurs de l'aide aux victimes de violences domestiques pointent deux lacunes: le manque de prise en charge des enfants victimes ou témoins de la violence, ainsi que l'absence de travail de sensibilisation des professionnels de la santé et de l'éducation. "Les enfants perçoivent souvent beaucoup plus de choses que les adultes ne croient. Et les scènes de violence entre leurs parents peuvent les heurter durement", précise Monique Blitgen du Service d'assistance. Les enfants constituent un enjeu de taille: le risque existe en effet qu'ils reproduisent plus tard le comportement de leurs parents et nourrissent ainsi le cercle vicieux de la violence familiale.

Un travail de sensibilisation en direction des professions de la santé et de l'éducation permettrait de mieux détecter les signes de la violence domestique. "Quand une femme vient aux urgences au milieu de la nuit en racontant qu'elle s'est cassée le nez en tombant par terre, le médecin et les infirmières pourraient parfois se poser davantage de questions" estime Joëlle Schranck de "Femmes en détresse".

A défaut de réduire le nombre de passages à l'acte, le principal acquis de la loi de 2003 sur les violences domestiques réside sans doute dans la meilleure prise en charge des victimes qu'elle permet par l'éloignement temporaire de l'agresseur. Le psychologue de la police, Marc Stein, doute de la portée dissuasive des expulsions: "Certains espéraient réduire les cas de violences domestiques à travers la loi sur l'expulsion des agresseurs, mais le problème est que les auteurs de violences agissent souvent dans des états d'émotivité extrême ou d'alcoolisation. Ils sont donc peu accessibles à une logique de dissuasion."

Par les incontestables désagréments que produit l'exclusion d'un domicile partagée pour l'agresseur, qui se voit obligé de se loger chez sa famille ou des amis, la loi sur les violences domestiques peut néanmoins avoir un effet bénéfique: exposer l'agresseur au jugement des autres, qui ne pourront plus dire qu'ils ne savaient pas.

Rentrée joyeuse

Un cheval de Troie s'est glissé dans l'école luxembourgeoise. C'est du moins ce qu'insinue le communiqué de presse du syndicat enseignant Féduse-CGFP. En gorgeant sa prise de position d'expressions latines et de références philosophiques et littéraires - la culture, c'est comme la confiture - le syndicat s'empare une fois de plus contre le projet-pilote du Neie Lycée. La Féduse continue à jouer les Cassandra: elle espère que les élèves du Neie Lycée connaîtront une transition sans difficultés de "l'état d'exception à l'état normal", c'est-à-dire le lycée traditionnel. Le SEW-OGBL pour sa part, se montre plus nuancé. S'il salue le "nouvel élan" de la ministre Mady Delvaux, il réitère ses critiques quant à la vitesse de la mise sur pied du Neie Lycée. "Il ne faudrait pas pousser les élèves vers un risque mal considéré", prévient Monique Adam, présidente du SEW. Les deux syndicats se retrouvent néanmoins sur d'autres critiques: les critères de promotion, le manque de personnel enseignant et le projet de loi visant à créer des postes d'assistant-e-s pédagogiques. Un bac+2 et une formation de 60 heures suffiront pour les embaucher et leur faire exécuter le même travail que les enseignant-e-s titularisé-e-s. Pour le SEW, ce projet ne mérite qu'un seul qualificatif: "risible".

Cattenom-Leitung: eine politische Entscheidung

Eine Entscheidung steht an in Sachen Genehmigung einer direkten Stromleitung zwischen dem französischen Netz und den Arbed-Elektrostahlwerken. In den nächsten Tagen wird Umweltminister Lucien Lux, so heißt es aus gut unterrichteten Kreisen, die Genehmigung verweigern. Spannend ist, mit welcher Begründung. Beruft sich der Minister darauf, dass die Leitung schützenswerte Gebiete durchquert, so könnte aus der Ablehnung schnell eine Genehmigung werden: Wenn die Arbed Einspruch erhebt, kann das Gericht den Verwaltungsentscheid abändern. Zum Beispiel könnte die Leitung erlaubt werden mit der Auflage, bestimmte Gebiete zu umgehen - ohne dass dafür ein neues Genehmigungsverfahren notwendig wäre.

Lucien Lux könnte sich auch auf den "nationalen Konsens" berufen, Atomenergie abzulehnen. Die Frage der Anbindung der Stahlwerke an Cattenom besitzt einen hohen Symbolwert. Für Roger Spautz von Greenpeace hätte eine solche Entscheidung durchaus Chancen: "Das Gericht könnte die Ablehnung als eine 'politische Entscheidung' gutheißen." Er verweist auf die Genehmigung der Gas- und Dampfturbine der Arbed. Damals war der Einspruch von Greenpeace abgelehnt worden - mit der Begründung, es handele sich um eine "politische Entscheidung".

Modell Ikea

Oekofoire 2005: Wie jedes Jahr bewegt uns die bange Frage, ob wir die zusätzlich gedruckten woxx-Exemplare an den Mann und an die Frau bringen können. Nicht aufdringlich, aber aktiv, so lautet die Devise. Aber was nutzt die ausgefeilteste Rhetorik, wenn 80 Prozent der Oekofoire-BesucherInnen einfach nicht am Stand vorbeischaun? Zugegeben, nicht jeder kann einen optimalen Stellplatz erwischen. Aber dieses Jahr hatten wir einen echten "toten Winkel" erwischt. Zum Glück konnten wir uns in den besonders lauen Stunden zusammen mit unseren ebenfalls betroffenen Standnachbarn an einem Gläschen Bio-Barolo trösten, den NeuabonnentInnen gratis zu ihrer Zeitung dazu bekamen - ein Angebot, das trotz der erwähnten Umstände einigen Zuspruch fand. Trotzdem, liebe Mecotanten und -onkel: Kauft euch einen breiten Hut und eine große dunkle Sonnenbrille und inspiziert inkognito das Ikea-Kaufhaus in Arlon. Die wissen wie BesucherInnen ganz diskret so durch den Laden geführt werden, damit sie auch ganz sicher überall vorbei kommen ...